



SERVICES GENERAUX

MARCHE N° 2026-0335

Marché A Procédure Adaptée

(Passés en application des articles L2123-1, R2123-1 et 5 et R2162- 3 du Code  
de la commande publique)

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**ACCORD CADRE DE TRAVAUX DE MAINTENANCE ET PETITS TRAVAUX**

# **ACCORD-CADRE D'ENTRETIEN ET DE REFECTION DES TOITURES TERRASSES, SUR LE CENTRE INRIA DE L'UNIVERSITE GRENOBLE ALPES**

## SOMMAIRE

Article I.	DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLE A L'ACCORD CADRE .....	4
Section 1.01	Périmètre de l'accord cadre .....	4
Section 1.02	Pièces contractuelles .....	4
Section 1.03	Conditions particulieres liees au classement du site inria en zrr .....	5
1-03-1.	Le titulaire s'engage à : .....	5
1-03-2.	Accès au site ZRR .....	5
1-03-3.	Contrôles et sanctions .....	5
1-03-4.	Pièces a fournir pour un acces regulier .....	6
Section 1.04	Décomposition en lots de l'accord-cadre .....	6
Section 1.05	MONTANT DE L'ACCORD-CADRE .....	6
Section 1.06	DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	6
Section 1.07	AUTRES INTERVENANTS .....	6
1-07-1.	Maîtrise d'œuvre .....	6
1-07-1.	Contrôle technique .....	6
1-07-2.	Contrôle Sécurité Protection de la Santé .....	6
1-07-3.	Ordonnancement, pilotage et coordination .....	6
Section 1.08	DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE CONTRAT : .....	6
Article II.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	8
Article III.	Présentation des demandes de paiements .....	9
Article IV.	Présentations des factures .....	9
Section 4.01	Renseignements administratifs .....	10
Article V.	Délai global de paiement .....	10
Article VI.	PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL .....	11
Section 6.01	Généralités : .....	11
Section 6.02	Travailleurs étrangers .....	11
Section 6.03	Comportement du personnel .....	11
Section 6.04	Moyens en outillage et matériel .....	11
Article VII.	GARANTIES LEGALES ET CONTRACTUELLES .....	11
Section 7.01	Garantie de parfait achèvement .....	12
7-01-1.	Garanties particulières .....	12
Section 7.02	Responsabilités légales et assurances .....	12
7-02-1.	Responsabilités légales .....	12
7-02-2.	Garantie de bon fonctionnement .....	12
7-02-3.	Garantie décennale .....	12
7-02-4.	Assurances .....	12
Section 7.03	DELAIS D'EXECUTION .....	13
7-03-1.	Délais de base .....	13
7-03-2.	Prolongation des délais .....	13
Section 7.04	Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier .....	13
Section 7.05	ETUDES D'EXECUTION .....	14
Section 7.06	TENUE DU CHANTIER ET GESTION DES DECHETS .....	14
Section 7.07	INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER .....	14
7-07-1.	Installations de chantier .....	14
7-07-2.	Lutte contre le travail dissimulé .....	14
Section 7.08	DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER .....	15
7-08-1.	Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	15
7-08-2.	Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux .....	15
Section 7.09	DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION .....	15
Section 7.10	RÉCEPTION ET GARANTIES .....	15
7-10-1.	RECEPTION DES TRAVAUX .....	15
Section 7.11	Protection des données à caractères personnel .....	15
Article VIII.	CONDITIONS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE DE L'ACCORD-CADRE .....	15
Section 8.01	Mise en oeuvre des marchés à bon de commande de l'accord-cadre .....	15
Section 8.02	bons de commande .....	16
8-02-1.	Retenue de garantie .....	16
8-02-2.	Avance .....	16
Section 8.03	Acomptes .....	16
8-03-1.	Nantissement .....	16
Section 8.04	PRIX, EVALUATION DES OUVRAGES ET REGLEMENTS DES COMPTES .....	17
8-04-1.	Caractéristiques des prix pratiqués .....	17
Section 8.05	Modalités de variations des prix .....	17
8-05-1.	Actualisation .....	17
8-05-2.	révisions .....	17
Section 8.06	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES .....	18
8-06-1.	Projets de décomptes mensuels - Acomptes mensuels .....	18
8-06-2.	Décompte final – Décompte général et solde .....	18
Section 8.07	Moyens en outillage et matériel .....	18
Section 8.08	PENALITES DE RETARD .....	18
8-08-1.	Pénalités pour travail dissimulé .....	18
Section 8.09	retenues et penalites .....	18
Section 8.10	LITIGES .....	20
Section 8.11	Résiliation .....	20

Section 8.12	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES .....	20
Article IX.	CONDITIONS D'EXECUTION MARCHES SUBSEQUENTS de l'accord cadre .....	21
Section 9.01	OBJET DES MARCHES SUBSEQUENTS .....	21
Section 9.02	FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS .....	21
Section 9.03	CONCLUSION ET DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS .....	21
Section 9.04	PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES SUBSEQUENTS .....	21
Section 9.05	MODALITES DE CONSULTATION ET D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS .....	22
9-05-1.	CONSULTATION DU MONO-ATTRIBUTAIRE DE L'ACCORD-CADRE .....	22
Section 9.06	REPONSE DES MONO-ATTRIBUTAIRES DE L'ACCORD-CADRE .....	22
Section 9.07	NEGOCIATION.....	22
Section 9.08	CONSULTATION INFRUCTUEUSE.....	22
Section 9.09	NOTIFICATION ET PRISE D'EFFET DU MARCHE SUBSEQUENT.....	22
Section 9.10	MODALITES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	23
9-10-1.	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	23
Section 9.11	DELAIS D'EXECUTION.....	23
Section 9.12	PROLONGATION DES DELAIS .....	23
Section 9.13	CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	23
Section 9.14	Provenance, qualité et prise en charge des matériaux et produits .....	23
Section 9.15	Vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.....	23
Section 9.16	PREPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX .....	24
9-16-1.	Période de préparation - planning d'exécution des travaux .....	24
Section 9.17	Rendez-vous de chantier .....	24
Section 9.18	RÉCEPTION ET GARANTIES .....	24
9-18-1.	RECEPTION DES TRAVAUX .....	24
Section 9.19	CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE .....	25
9-19-1.	Retenue de garantie .....	25
Section 9.20	Avance .....	25
Section 9.21	Acomptes .....	25
Section 9.22	Nantissement .....	25
Section 9.23	PRIX, ÉVALUATION DES OUVRAGES ET RÈGLEMENT DES COMPTES.....	25
9-23-1.	PRIX ET ÉVALUATION DES OUVRAGES .....	25
9-23-2.	Gestion du compte prorata.....	26
9-23-3.	Modification dans l'évaluation des ouvrages.....	26
9-23-4.	Variation dans les prix.....	26
Section 9.24	Modalités de règlement des comptes .....	27
9-24-1.	Projets de décomptes mensuels - Acomptes mensuels .....	27
9-24-2.	Décompte final – Décompte général et solde.....	27
Section 9.25	Délai(s) d'exécution des travaux.....	27
Section 9.26	Prolongation du / des délai (s) d'exécution .....	27
Section 9.27	PENALITES .....	28
Section 9.28	RESILIATION DU MARCHE SUBSEQUENT .....	28
Section 9.29	Résiliation en cas d'inexactitude .....	28
Section 9.30	EVICION DE L'ACCES A DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	28
Section 9.31	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES .....	28

## ARTICLE I. DISPOSITIONS GENERALES APPLICABLE A L'ACCORD CADRE

La procédure de passation utilisée est : la procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L2123-1 et R2123-1 et 5 du Code de la commande publique.

Les prestations feront l'objet d'un accord-cadre avec maximum passé en application des articles R2162-3, R2162-7 à 9 et R 2162-13 et 14.

Cet accord-cadre fixe toutes les stipulations contractuelles. Il est exécuté en partie par la conclusion de marchés subséquents et en partie par l'émission de bons de commande.

### Section 1.01 PERIMETRE DE L'ACCORD CADRE

Les stipulations du présent accord-cadre concernent des travaux d'entretien, de maintenance, de réparations des étanchéités du site (végétalisées, bitumé, bitumé protection gravillon, bitumé protection par dalles) et de réfection complète de certaines parties de ces étanchéités

**Lieu(x) d'exécution :** INRIA DE L'UNIVERSITÉ GRENOBLE ALPES – 655 avenue de l'Europe - 38334 MONTBONNOT SAINT MARTIN

Il a pour objet de définir les termes régissant ;

- L'émission de bons de commande dans les conditions des articles R2162-13 et R2162-14
- Conformément à l'article R2162-7 les marchés subséquents préciseront les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations demandées qui n'ont pas été fixées dans l'accord-cadre.

Il sera mono-attributaire.

Le maître d'ouvrage pourra décider pour la réalisation de travaux de même nature quel que soit le montant, d'engager de nouvelles consultations. Aucun recours ne pourra être exercé par les titulaires des marchés du fait de telles décisions.

Les prestations peuvent se rapporter à des opérations nombreuses et de faibles importances.

Il sera possible de conclure des marchés subséquents avec le titulaire dans le cadre d'un besoin, pour lequel la passation d'un marché subséquent permettrait ;

- d'obtenir une meilleure offre économique que celle qui serait issue de la pièce financière
- de prendre en compte des prestations non couvertes par les articles de la pièce financière.

Dans le cas de besoins dont le montant est inférieur à celui fixé à l'article R2122-8 du code de la commande publique et pour lesquels le formalisme d'un marché subséquent ne serait pas nécessaire, il pourra être procédé à l'émission d'un bon de commande, rattaché à l'accord cadre.

### Section 1.02 PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, les pièces constitutives dont seuls font foi les exemplaires conservés dans les archives de l'Administration, pour chaque lot, sont par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et son annexe, daté et signé, par les parties
- La pièce financière, daté et signé par le titulaire,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives (CCAP) et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
- Le mémoire technique et ses éventuelles annexes notamment relatives à la négociation, daté et signé par le titulaire
- Le bon de visite,

Pièces générales bien que non jointes aux pièces du marché sont réputées connues du titulaire :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Le titulaire déclare parfaitement connaître ce dernier document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au dossier.

- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux dont la composition est fixée par décrets : Fascicules et DTU mentionnés au CCTP.
- Les documents applicables sont ceux en vigueur.
- Les normes, règlements de sécurité, code du travail, règlements sanitaires, APSAD et avis techniques en vigueur.

Seules les prescriptions administratives et techniques demandées par le pouvoir adjudicateur seront exécutables. Les conditions générales de vente fournies par le candidat ne seront pas prises en compte.

Le titulaire ne peut en aucun cas arguer d'une erreur, d'une omission, d'une différence d'interprétation ou de manque de renseignements pour refuser d'exécuter ses prestations.

### Section 1.03 CONDITIONS PARTICULIERES LIEES AU CLASSEMENT DU SITE INRIA EN ZRR

L'attention du titulaire est attirée sur le fait que les prestations seront réalisées au sein d'un site classé en Zone à Régime Restrictif (ZRR) au sens du décret n° 2011-1425 du 2 novembre 2011 relatif à la protection du potentiel scientifique et technique de la Nation (PPST).

À ce titre, le titulaire du marché est soumis aux obligations prévues par la réglementation relative à la protection du potentiel scientifique et technique de la Nation.

#### 1-03-1. LE TITULAIRE S'ENGAGE A :

- respecter les dispositions applicables au titre du PPST et du classement en ZRR ;
- informer ses personnels et sous-traitants de ces obligations ;
- ne désigner pour intervenir sur le site ZRR que des personnes ayant reçu une autorisation préalable d'accès délivrée par le responsable ZRR d'Inria ;
- ne pas confier l'exécution de tout ou partie du marché à un sous-traitant sans autorisation expresse du pouvoir adjudicateur ;
- signaler sans délai tout changement de personnel intervenant sur le périmètre concerné

#### 1-03-2. ACCES AU SITE ZRR

L'accès au site classé ZRR ne peut intervenir qu'après obtention de l'autorisation individuelle prévue par l'article R. 413-5 du Code pénal et par les dispositions du décret n° 2011-1425 précité.

Toute personne non autorisée se verra refuser l'accès à la zone.

Le titulaire reconnaît que tout retard ou surcoût lié à la procédure d'autorisation ne saurait donner lieu à indemnisation.

#### Confidentialité et protection des informations

Le titulaire s'engage à préserver la confidentialité de toutes les informations, documents, matériels, procédés ou données portés à sa connaissance dans le cadre du présent marché et à ne pas les divulguer, directement ou indirectement, à des tiers sans autorisation écrite préalable d'Inria.

Ces obligations demeurent en vigueur pendant et après l'exécution du marché.

Le Titulaire s'engage à faire respecter par ses sous-traitants tous les engagements souscrits au titre du présent marché.

#### 1-03-3. CONTROLES ET SANCTIONS

Le non-respect des obligations de sécurité prévues par la présente clause pourra entraîner :

- le refus d'accès au site ZRR,

- la suspension des prestations,
- voire la résiliation du marché aux torts du titulaire, sans préjudice des poursuites pénales éventuellement encourues.

---

#### 1-03-4. PIECES A FOURNIR POUR UN ACCES REGULIER

A la notification du marché le titulaire s'engage à fournir pour ses intervenants les informations suivantes :

- CF ANNEXE III au présent CCAP

#### Section 1.04 DECOMPOSITION EN LOTS DE L'ACCORD-CADRE

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches ou en lots.

La présente consultation n'est pas décomposée en lots au sens de l'article L. 2113-10 du Code de la Commande Publique.

Justification du non allotissement : le présent marché est composé d'un lot unique compte-tenu, d'une part du caractère ponctuel et, d'autre part du caractère global du projet d'achat concerné : un seul bâtiment (unicité de services qui ne peuvent faire l'objet d'allotissement).

#### Section 1.05 MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre est conclu avec maximum le montant maximum est indiqué dans l'acte d'engagement.

#### Section 1.06 DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une période de 48 mois à compter de la date de notification.

Il prend effet à la date de notification.

Les bons de commande et les marchés subséquents ne peuvent être conclus ou émis que durant la période de validité de l'accord-cadre.

#### Section 1.07 AUTRES INTERVENANTS

---

##### 1-07-1. MAITRISE D'ŒUVRE

Suivant la nature des travaux, la maîtrise d'œuvre pourra être assurée par un maître d'œuvre externe à INRIA.

---

##### 1-07-1. CONTROLE TECHNIQUE

Suivant la nature des travaux, le contrôle technique pourra être assuré par un bureau de contrôle agréé.

---

##### 1-07-2. CONTROLE SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

Suivant la nature des travaux, le contrôle Sécurité Protection de la Santé pourra être assuré par un bureau de contrôle agréé.

---

##### 1-07-3. ORDONNANCEMENT, PILOTAGE ET COORDINATION

Suivant la nature des travaux, le pilotage et la coordination du chantier pourront être assurés par un intervenant externe à Inria.

#### Section 1.08 DESIGNATION DE SOUS-TRAITANTS EN COURS DE CONTRAT :

Le titulaire de l'accord-cadre est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines prestations de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures au montant en vigueur au moment du lancement de la consultation des marchés subséquents ou du bon de commande.

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le Pouvoir Adjudicateur.

Les sous-traitants peuvent être présentés au pouvoir adjudicateur pour acceptation lors de la remise des offres ou en cours d'exécution de ces marchés.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant est possible en cours de marché selon les conditions définies à l'article 3.6 du C.C.A.G.- Travaux. Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra présenter un acte spécial de sous-traitance.

L'acte spécial précise tous les éléments de l'article R2193.1 du CCP et indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- La personne habilitée à donner les renseignements relatifs aux nantissements et cessions de créances
- Le compte à créditer.

Le titulaire du marché peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché (services) à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant de celui-ci.

L'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement doivent être constatés par un « acte spécial » signé, au moins, des deux parties (l'établissement, le titulaire), au mieux des trois parties (l'établissement, le titulaire et le sous-traitant), dans les conditions fixées à R 2193-3 et 4 du CCP.

Pour les paiements des sous-traitants, les dispositions des articles L2193-4 à 6 et L2193-10 à 14 et R2193-10 à 16 du CCP.

En application des dispositions de la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 portant mesures urgentes de réformes à caractère économique et financier les sous-traitants qui confient à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé est tenu de lui délivrer une caution ou une délégation de paiement dans les conditions de l'article 14 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance.

Un B.P.U. spécifique indiquant les prestations sous-traitées est à remplir et à annexer à toute demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement. Elle doit être accompagnée des documents suivants :

Un acte spécial (formulaire DC4 pouvant être employé)

Une déclaration sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics

Les justificatifs des capacités professionnelles et financières du sous-traitant.

Conformément à la loi n° 2014-790 du 10/07/2014 visant à lutter contre la concurrence sociale déloyale, le sous-traitant faisant appel à des travailleurs détachés s'engage :

- à déposer une déclaration préalable auprès de l'Inspection du Travail du lieu où la prestation débute,
- à désigner un représentant identifié sur le territoire national, chargé de fournir toutes les pièces justificatives au maître d'ouvrage et aux corps de contrôle à leur demande.

Il est rappelé que la méconnaissance de ces règles engage la responsabilité du sous-traitant, qui s'expose à une amende de 10.000 € maximum.

Le titulaire du marché faisant appel à un sous-traitant joindra à la demande d'acceptation du sous-traitant tout document permettant de justifier que les règles précitées ont été respectées. En cas contraire, la demande d'acceptation du sous-traitant sera rejetée.

Dans le cas de sous-traitance, le tableau ci-après indique un résumé de la nature et le montant des prestations que le titulaire (Pièce financière spécifique à joindre pour chaque sous-traitant), mandataire ou cotraitant envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans le tableau constitue le montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra céder ou présenter en nantissement.

La notification du marché est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Entreprise donneur d'ordre	Nature de la prestation	Sous-traitant devant exécuter la prestation	Montant total de la prestation
			Joindre une pièce financière spécifique

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

## Article II. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG travaux, les pièces constitutives dont seuls font foi les exemplaires conservés dans les archives de l'Administration, pour chaque lot, sont par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement et son annexe, daté et signé, par les parties
- La pièce financière, datée et signée par le titulaire,
- Le présent Cahier des Clauses Administratives (CCAP) et ses annexes éventuelles
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes éventuelles
- Le mémoire technique et ses éventuelles annexes notamment relatives à la négociation, daté et signé par le titulaire
- Le bon de visite,

Pièces générales bien que non jointes aux pièces du marché sont réputées connues du titulaire :

- *Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Le titulaire déclare parfaitement connaître ce dernier document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au dossier.*
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux dont la composition est fixée par décrets : Fascicules et DTU mentionnés au CCTP.
- Les documents applicables sont ceux en vigueur.
- Les normes, règlements de sécurité, code du travail, règlements sanitaires, APSAD et avis techniques en vigueur.

Le tampon commercial ne revêtant aucune valeur juridique l'absence de celui-ci ne pourra pas être considéré comme manquant.

Seules les prescriptions administratives et techniques demandées par le pouvoir adjudicateur seront exécutables. **Les conditions générales de vente fournies par le candidat ne seront pas prises en compte.**



### ARTICLE III. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS

Le paiement sera effectué par Inria sur présentation d'une facture électronique déposée par le titulaire sur CHORUS PORTAIL PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr>).

La facture devra être établie au nom d'Inria et faire référence à son SIRET n° 18008904700013. Elle devra, par ailleurs, faire référence au présent marché et comporter impérativement, outre les mentions légales obligatoires, le numéro du bon de commande communiqué par les services d'Inria en exécution de celle-ci, ainsi les références bancaires ou postales du compte comme indiqué à l'article XIX : Compte à créditer en euros.

En cas de cotraitance :

- ♦ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés, les travaux exécutés font l'objet d'un règlement :

- soit sur un compte unique
- soit au compte du mandataire du groupement d'entreprises qui s'engage à rétrocéder les sommes dues à chaque cotraitant,
- soit à chaque cotraitant selon la répartition jointe en annexe de l'acte d'engagement, le cas échéant

Si l'un des entrepreneurs groupés est défaillant, au sens de l'article 46.1 du CCAG Travaux, le co-traitant en cause ne peut s'opposer à ce que les autres entrepreneurs demandent au maître de l'ouvrage que les règlements relatifs aux travaux qu'ils exécuteront postérieurement à ses demandes soient faits à leur seul nom, ou sur un nouveau compte unique.

Ces dispositions s'appliquent tant au titulaire du marché qu'aux sous-traitants bénéficiant du paiement direct.

### ARTICLE IV. PRESENTATIONS DES FACTURES

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 12 du CCAG Travaux.

Les demandes de paiement seront déposées par voie électronique sur le portail Factures CHORUS PRO dont l'adresse est indiquée ci-dessus.

Les demandes de paiement porteront, outre les mentions légales :

Les indications obligatoires sous peine de rejet :

- **Le numéro de SIRET**, qui identifiera Inria en tant que destinataire de la facture : **18008904700013**
- **Le numéro d'engagement** juridique que vous trouverez sur le support contractuel qui vous lie à Inria ou qui vous aura été communiqué.
- **Les références bancaires** ou postales du compte à créditer telles que mentionnées à l'acte d'engagement.

Les indications minimums suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro et l'intitulé du marché ;

- le détail des prix forfaitaire et/ou unitaires, lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme;
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ; le numéro de TVA intracommunautaire de Inria : FR45180089047
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-FCS ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché;
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

Pour éviter tout rejet, au préalable, nous vous conseillons d'envoyer votre projet de facture par courriel à [achats-grenoble@inria.fr](mailto:achats-grenoble@inria.fr)

#### Section 4.01 RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de versement est Monsieur le Président Directeur Général d'Inria  
Domaine de Voluceau – Rocquencourt – BP 105. 78163 Le Chesnay cedex . Tel : 01 39 63 55 11.

Le comptable assignataire des paiements est Madame l'agent comptable d'Inria, Domaine de Voluceau – Rocquencourt – BP 105. 78163 Le Chesnay cedex . Tel : 01 39 63 55 55

Le Service Dépense (SD) est l'interlocuteur unique du titulaire pour traiter les demandes d'information relatives au traitement des factures :

Par téléphone : 04 76 61 55 08

Par mail : [sd-fournisseurs@inria.fr](mailto:sd-fournisseurs@inria.fr)

Par courrier : Inria – Service Dépense - Domaine de Voluceau – Rocquencourt – BP 105. 78163 Le Chesnay cedex

#### ARTICLE V. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT

En application du Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, Inria se libérera des sommes dues au titulaire par virement par mandat administratif dans un délai de **30 jours** à compter de la date de réception des demandes de paiement ou des demandes de paiement équivalentes sous réserve d'admission des ouvrages. Au-delà de ce délai, les intérêts moratoires courent de plein droit au profit du titulaire.

Toutefois, l'attention du titulaire est attirée sur le fait que les intérêts moratoires ne seront pas dus en cas de présentation de factures non conformes. Le délai de 30 jours commencera à courir **à compter de la date de réception d'une facture établie en bonne et due forme.**

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque centrale européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoire ont commencé à courir, majoré de 8 (huit) points de pourcentage, accompagné d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 (quarante) euros conformément aux articles R2192-31 à 36 du code de la commande publique.

Les retenues dont le titulaire serait redevable au titre du présent marché seront déduites du montant HT de la facture correspondante ou feront l'objet d'un ordre de reversement.

## ARTICLE VI. PROTECTION DE LA MAIN-D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

### Section 6.01 GENERALITES :

Le titulaire du marché se conformera aux prescriptions légales concernant la réglementation du travail et assurera seul la charge et l'exécution des obligations imposées par les lois sociales et fiscales en faveur ou du fait de son personnel.

Le candidat devra fournir les attestations prévues dans la loi n°91 du 31.12.91 renforçant la lutte contre le travail clandestin et ce, dans les 15 jours suivant la notification du marché.

Le Titulaire engagera un personnel qualifié de son choix, compétent pour effectuer les prestations demandées.

Le personnel du Titulaire devra se conformer au règlement intérieur d'Inria et devra notamment :

- se présenter à son arrivée et à son départ au référent technique Inria désigné ou autre personne dûment habilitée,
- remettre à Inria une fiche de visite comportant les horaires d'intervention, le nom de l'intervenant et la nature des travaux exécutés.

Il devra en outre se soumettre :

- aux règles d'accès aux différents locaux
- aux relations avec le public et le personnel de l'établissement

L'inexécution de ces consignes pourra justifier la demande par Inria du remplacement du personnel chargé de l'exécution des prestations.

### Section 6.02 TRAVAILLEURS ETRANGERS

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Tous les documents, notices et correspondances relatifs à l'accord cadre sont rédigés en français.

### Section 6.03 COMPORTEMENT DU PERSONNEL

Le personnel du titulaire devra faire preuve de la plus grande correction et d'un comportement exempt de tout reproche vis à vis des tiers.

Par rapport à son personnel, le titulaire aura à sa charge d'assurer l'ordre, l'hygiène, la discipline et la sécurité en général dans les locaux qui lui sont confiés.

### Section 6.04 MOYENS EN OUTILLAGE ET MATERIEL

Le titulaire s'engage à fournir à son personnel opérationnel tous les moyens en matériel dont il pourrait avoir besoin pendant son intervention.

## ARTICLE VII. GARANTIES LEGALES ET CONTRACTUELLES

La garantie de parfait achèvement est, sauf prolongation décidée conformément à l'article 44.2 du CCAG Travaux, d'un an à compter de la date d'effet de la réception.

---

7-01-1. GARANTIES PARTICULIERES

Les stipulations qui précèdent ne font pas obstacle à ce que les BPU, devis, DPFG et CCTP définissent, pour certains ouvrages, certaines catégories de travaux ou certaines fournitures entrant dans la prestation de travaux, des garanties particulières s'étendant au-delà du délai de garantie de parfait achèvement d'un an ou du délai de bon fonctionnement de deux ans.

De même, si le titulaire du marché s'engage, dans sa réponse technique, sur des délais de garanties supérieurs aux délais légaux ou à ceux définis dans le cahier des charges, ceux-ci sont contractuels.

L'existence de ces garanties particulières n'a pas pour effet de retarder la libération des sûretés au-delà de l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

---

7-02-1. RESPONSABILITES LEGALES

Le point de départ des responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792.2, 1792.3 et 2270 du Code civil est fixé à la date d'effet de la réception, ou, pour les ouvrages ou parties d'ouvrages ayant fait l'objet d'une réception partielle en application de l'article 42 du CCAG Travaux, à la date d'effet de cette réception partielle.

---

7-02-2. GARANTIE DE BON FONCTIONNEMENT

Cette garantie, en référence à la loi du 04 janvier 1978, a une durée de deux (2) années. Elle couvre les désordres affectant les éléments d'équipement d'un bâtiment qui ne font pas indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondations, d'ossatures, de clos et de couvert.

---

7-02-3. GARANTIE DECENNALE

Cette garantie s'applique dans le cadre de la loi du 04 janvier 1978.

---

7-02-4. ASSURANCES

Le titulaire du marché ainsi que ses sous-traitants sont tenus de souscrire une assurance de responsabilité civile (RC) d'une garantie suffisante auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable. Cette assurance doit couvrir les dommages matériels, corporels et immatériels consécutifs et non consécutifs causés aux tiers pendant et après les travaux. Le maître de l'ouvrage décline toute responsabilité pour les dommages quelconques causés sur le chantier ou ses abords, aux installations d'appareils, approvisionnements, véhicules, etc. appartenant aux entrepreneurs ou aux tiers.

Le titulaire du marché doit souscrire les assurances :

- de responsabilité décennale (RCD) des constructeurs ;
- de garantie de bon fonctionnement (GBF), visées à l'article L. 241.1 du Code des Assurances.

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG Travaux, le titulaire doit remettre au maître de l'ouvrage les attestations relatives aux polices RC, GBF et RCD avant notification du marché et, en tout état de cause, avant tout commencement d'exécution des travaux. L'attestation d'assurance RCD fournie doit être valable à la date de la DROC.

Ces attestations doivent émaner, soit de mutuelles, soit de compagnies, soit d'agents généraux ; elles comportent au minimum les indications suivantes :

- ❖ les coordonnées de la personne physique ou morale assurée,
- ❖ le ou les activité(s) professionnelle(s) assurée(s),
- ❖ le montant des garanties pour chaque catégorie de sinistre,
- ❖ le montant des éventuelles franchises,
- ❖ la date d'émission et durée de validité de l'attestation.

En cas de groupement d'entreprises solidaires, celui-ci s'engage à s'assurer pour toutes les activités du groupement.

En cas de groupement d'entreprises conjointes avec solidarité du mandataire, celui-ci doit s'assurer pour toutes des activités du groupement.

Au cas où une de ces polices vient à être résiliée, le titulaire doit souscrire immédiatement une nouvelle police en remplacement et fournir la nouvelle attestation au maître de l'ouvrage.

En cas de dommages subi par un tiers, le maître de l'ouvrage pourra appeler en garantie le constructeur alors même que la réception des travaux aurait été prononcée.

## Section 7.03 DELAIS D'EXECUTION

### 7-03-1. DELAIS DE BASE

Le délai d'exécution des travaux et la date de début d'exécution seront indiqués soit dans le bon de commande soit dans la fiche récapitulative (Annexe I).

A défaut, l'exécution de ces prestations débute à la date de notification du bon de commande.

Concernant les délais de réponses aux demandes de travaux et d'intervention et dans le cas de maintenance urgente et non programmée, les délais indiqués dans le mémoire technique s'appliqueront dès lors que ceux-ci sont inférieurs à ceux imposés dans le CCTP sinon les délais du CCTP s'appliqueront.

Le titulaire s'engage à répondre à une demande de devis sous 8 jours, ce délai est reporté à 15 jours en cas de visite obligatoire. En cas de retard d'application de ces délais le titulaire encourt la pénalité prévue à l'article 8.09 « Retard dans la fourniture d'un devis »

### 7-03-2. PROLONGATION DES DELAIS

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18 du C.C.A.G.-Travaux.

## Section 7.04 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE DES TRAVAILLEURS SUR LE CHANTIER

L'attention des entrepreneurs est attirée sur le fait que leurs interventions auront lieu dans des établissements occupés par les utilisateurs et, qu'en conséquence, ils devront prendre à leur charge et à leurs frais, toutes dispositions en vue d'assurer la sécurité de leur personnel et du personnel ou du public fréquentant l'établissement.

Dans les lieux assujettis à la réglementation de la sécurité dans les bâtiments recevant du public, le titulaire prendra avec l'exploitant les mesures imposées par les règlements de sécurité.

Au début du contrat, un plan de prévention sera établi conjointement par Inria et le titulaire.

Si un marché subséquent nécessite des conditions particulières de prévention un Plan de prévention spécifique sera alors établi.

Le titulaire s'engage à respecter les règles concernant la protection de l'environnement. Sa responsabilité sera entièrement engagée en cas de pollution accidentelle qu'il aura occasionnée dans le cadre de ses prestations.

Il s'engage également à respecter la propreté des installations qui lui sont confiées.

#### Coordination entre les entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé

Les entreprises se conformeront aux textes relatifs à la prévention des accidents du travail et notamment aux prescriptions :

- a) soit du décret du 20 février 1992 sur les plans de prévention (Décret 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure),
- b) soit du décret du 26 décembre 1994 relatif à la coordination de la sécurité et de la protection de la santé (Décret n° 94-1159 du 26 décembre 1994 relatif à l'intégration de la sécurité et à l'organisation de la coordination en matière de sécurité et de protection de la santé lors des opérations de bâtiment ou de génie civil et modifiant le code du travail).

L'incidence de ces dispositions est réputée incluse dans les prix proposés.

#### Coordination SPS

Dans le cas où le décret du 26 décembre 1994 s'appliquerait, la coordination entre les entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, serait assurée par un coordonnateur SPS désigné par les Services du Maître d'ouvrage.

Dans ce cadre, conformément aux articles R4532-6 à R4532-9 du Code du Travail, les modalités pratiques de coopérations entre les différents intervenants dans l'acte de construire et le coordonnateur SPS s'appliquent.

#### Section 7.05 ETUDES D'EXECUTION

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées, lorsqu'ils sont indispensables à la réalisation des travaux, sont établis par le titulaire et remis au maître d'ouvrage ou au maître d'œuvre. Leur coût est inclus dans les devis.

#### Section 7.06 TENUE DU CHANTIER ET GESTION DES DECHETS

Pendant la durée des travaux, il est impératif que les lieux restent propres. Le titulaire est soumis à l'application de retenues ou pénalités, telles que prévues à l'article 8.18 du présent CCAP, en cas de non-réalisation de nettoyage de fin de chantier

Pour se faire, il est demandé à chaque intervenant d'effectuer un nettoyage tout au long de son intervention. Pour l'application de l'article 36.2.2 du CCAG Travaux, le titulaire remet au maître d'ouvrage, avec copie au maître d'œuvre, les bordereaux de suivi des déchets de chantier conformes aux modèles réglementaires en vigueur.

Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ces déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

En cas de nécessité de clauses particulières pour les marchés subséquents, celles-ci seront fixées dans les pièces particulières du marché subséquent concerné.

#### Section 7.07 INSTALLATION ET ORGANISATION DU CHANTIER

---

##### 7-07-1. INSTALLATIONS DE CHANTIER

Conformément à l'article 31.1 du C.C.A.G. - Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

---

##### 7-07-2. LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par son personnel, dans l'enceinte du chantier et en permanence, un dispositif d'identification combinée de chaque personne et de son employeur.

#### Section 7.08 DISPOSITIONS PARTICULIERES A L'ACHEVEMENT DU CHANTIER

##### 7-08-1. REPLIEMENT DES INSTALLATIONS DE CHANTIER ET REMISE EN ETAT DES LIEUX

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements sont à la charge du titulaire.

##### 7-08-2. ESSAIS ET CONTROLES DES OUVRAGES EN COURS DE TRAVAUX.

Conformément à l'article 38 1er alinéa du C.C.A.G. - Travaux, le titulaire doit procéder à sa charge, à tous les essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux, qu'il juge nécessaire.

#### Section 7.09 DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

La remise des D.O.E. (plans, fiches techniques, notices d'utilisation, plans de recollements, codes usine, ...) est demandée par la Personne publique.

Le titulaire devra fournir, sur demande du maître d'œuvre, les fiches techniques et les procès-verbaux de classement de réaction au feu des matériaux utilisés.

#### Section 7.10 RÉCEPTION ET GARANTIES

##### 7-10-1. RECEPTION DES TRAVAUX

Pour les bons de commande dont le montant est supérieur à 5 000 € HT, la réception sera formalisée sur la fiche récapitulative de chantier (Annexe I du présent CCAP).

Hormis en cas de réserves notifiées au titulaire, la réception sera considérée comme prononcée lors du constat de fin de chantier établi par le Maître d'ouvrage ou après vérification de la facture de solde du bon de commande.

La date correspondante de ces documents constituera le point de départ des garanties contractuelles.

Néanmoins, la réception des travaux pourra être effectuée, soit à la demande du titulaire du marché, soit à l'initiative du Maître d'ouvrage, dans les conditions de l'article 41 du CCAG Travaux.

Pour les bons de commande inférieurs ou égaux à 5 000 € HT le « service fait » validé par l'administration vaudra réception sans réserve des travaux.

#### Section 7.11 PROTECTION DES DONNEES A CARACTERES PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché. A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

A ce titre le prestataire remplira l'annexe II du présent CCAP -Annexe II RGPD

### ARTICLE VIII. CONDITIONS D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE DE L'ACCORD-CADRE

#### Section 8.01 MISE EN OEUVRE DES MARCHES A BON DE COMMANDE DE L'ACCORD-CADRE

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Le contrat s'exécute au moyen de bons de commande ou de marchés subséquents dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Les pièces seront transmises par :

- Remise en main propre contre récépissé
- e-mail : Le titulaire fournira à la mise en place de l'accord-cadre, une adresse e-mail valide non nominative, et dont il garantit qu'elle sera relevée régulièrement.

#### **Adresse d'exécution :**

L'exécution des prestations aura lieu à l'adresse indiquée sur le bon de commande ou le marché subséquent.

Pour chaque bon de commande supérieur à 5 000 € HT une fiche récapitulative comprenant la notification, l'ordre de service et la réception sera émise. (cf annexe I du présent CCAP) ; Cette fiche permettra un suivi du chantier. En dessous de ce montant, la date de réception du bon de commande vaut ordre de service de commencer les travaux et le « service fait » validé par l'administration vaudra réception sans réserve des prestations.

### Section 8.02 BONS DE COMMANDE

L'accord-cadre s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

La durée maximale d'exécution des bons de commande sera fixée par le bon de commande ou dans les pièces du marché subséquent correspondant.

Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais laissés le cas échéant aux titulaires pour formuler leurs observations.

Seuls les bons de commande signés électroniquement par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

---

#### 8-02-1. RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie au titre des travaux réalisés par l'émission de bons de commande rattachés directement à l'accord-cadre.

---

#### 8-02-2. AVANCE

Sans objet

### Section 8.03 ACOMPTES

Sans objet

---

#### 8-03-1. NANTISSEMENT



Dans le cas de travaux sous-traités, le nantissement ne pourra être fait que sur le montant des travaux que le titulaire envisage de ne pas sous-traiter.

## Section 8.04      PRIX, EVALUATION DES OUVRAGES ET REGLEMENTS DES COMPTES

### 8-04-1.      CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES

Les prestations de l'accord-cadre à bons de commande seront réglées par application des prix unitaires et forfaitaires mentionnés dans la pièce financière et notamment la décomposition du prix global et forfaitaire annuel ou par application des prix mentionnés dans le devis dans le cas où le marché subséquent est inférieur à 5 000 € HT.

Les prix du marché sont hors T.V.A. Ils seront affectés de la T.V.A. au taux en vigueur lors de la réalisation des travaux, objet de chaque bon de commande.

Chaque prix unitaire et forfaitaire de la pièce financière comprend l'ensemble des frais afférents à l'exécution des travaux notamment les frais de métré et de compte prorata éventuel de l'entreprise.

En conséquence, ces prix ne pourront donner lieu à aucun supplément pour quelque cause que ce soit.

## Section 8.05      MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX

### 8-05-1.      ACTUALISATION

Sans objet.

### 8-05-2.      REVISIONS

Les prix du contrat sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont réputés fermes pendant la 1ère année du marché. Ils seront révisibles annuellement à la date anniversaire du marché selon la formule de révision ci-dessous :

$$P = P_0 (0,15 + (I/I_0))$$

Formule dans laquelle :

P = prix révisé.

P<sub>0</sub> = prix initial.

I = valeur de l'indice, connu le premier jour du mois de la date de révision et relevé sur le site internet : <https://www.insee.fr>

**I<sub>0</sub> = VALEUR 131.9 (01/12/2025)** valeur connue au moment de la publication.

Libellé	Indice
Pour l'entretien annuel	0.85 [BT53-2010] Entretien-Etanchéité

Le prestataire fera parvenir sa demande de révision 2 mois avant la date anniversaire du marché à l'adresse mail suivante : **achats-grenoble@inria.fr**

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique et conformément à la circulaire ministérielle du 30/03/2022, le marché pourra être modifié en application d'une clause de réexamen pour tenir compte de l'incidence de l'évolution manifestement excessive des cours des produits pétroliers, de l'énergie, des matières premières en cas de crise ou bouleversement économique d'ampleur ayant notamment une incidence sur le niveau des prix, les délais et conditions d'exécution. Pourront notamment être modifiées les formules de révision des prix, les délais, les conditions d'exécution. La modification du

marché fera l'objet d'un avenant. Le cas échéant, le titulaire fournira tous les justificatifs nécessaires en vue de la mise en œuvre éventuelle de la clause à l'initiative du maître d'ouvrage.

## Section 8.06 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

### 8-06-1. PROJETS DE DECOMPTES MENSUELS - ACOMPTES MENSUELS

Chaque chantier fait l'objet d'un bon de commande.

Les projets de décomptes éventuels seront établis conformément à l'article 12 du CCAG Travaux.

Tel que prévu à l'article 9.24 du présent document, si les travaux d'un même bon de commande ont une durée d'exécution supérieure à 3 mois, il pourra être délivré des acomptes sur présentation de situations de travaux mensuels ; il est alors fourni en fin de travaux une facture avec un récapitulatif des sommes déjà réglées.

Si le marché est passé avec des entrepreneurs groupés conjoints, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à leur payer directement, déterminé à partir du décompte afférent aux prestations assignées à ce contrat.

### 8-06-2. DECOMPTE FINAL – DECOMPTE GENERAL ET SOLDE

Il est fait application des articles 12.3 et 12.4 du CCAG Travaux.

## Section 8.07 MOYENS EN OUTILLAGE ET MATERIEL

Le titulaire s'engage à fournir à son personnel opérationnel tous les moyens en outillage et en matériel dont il pourrait avoir besoin pendant son intervention.

## Section 8.08 PENALITES DE RETARD

### 8-08-1. PENALITES POUR TRAVAIL DISSIMULE

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail et de l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011, une pénalité sera appliquée au titulaire s'il ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail.

En effet, si Inria est informé par un agent de contrôle du non-respect de ses obligations par le titulaire en termes de lutte contre le travail dissimulé, l'Institut enjoindra le titulaire à régulariser la situation dans le délai mentionné dans le courrier de mise à demeure envoyé par Inria par tout support permettant d'attester d'une date certaine. Le titulaire devra, alors, dans ce délai, apporter la preuve qu'il a mis fin à la situation litigieuse, par tout support permettant d'attester d'une date certaine. En cas de non régularisation de la situation dans le délai prévu par Inria, le pouvoir adjudicateur appliquera au titulaire, dans un premier temps, une pénalité de 100 € par jour calendaire de retard (jusqu'à la régularisation de la situation) et ce pendant 21 jours calendaires maximum. Passé ce délai de 21 jours calendaires, Inria pourra résilier, après mise en demeure préalable du titulaire par lettre recommandée, pour faute du titulaire, sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

## Section 8.09 RETENUES ET PENALITES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG Travaux le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 euros pour l'ensemble du marché.

Les pénalités sont encourues du simple fait de la constatation sans mise en demeure.

Les pénalités ne sont pas soumises à la révision appliquée sur les prix.

Dans les cas de résiliation, les retenues ou les pénalités courent jusqu'au jour inclus de la notification de la décision de résiliation.

Les retenues sont appliquées dans les conditions suivantes :

Motif	Montant Net de Taxes
-------	----------------------

Non respects des délais d'intervention pour les maintenances non programmées	30 euros par heure ouvrable de retard et par demande
Retard dans la fourniture d'un devis - Au-delà de 8 jours, ou de 15 jours en cas de visite obligatoire	30 euros par jour ouvrable de retard et par demande
Retard dans l'achèvement des travaux objet d'une commande	1/300e du montant HT de la commande, par jour ouvrable de retard, avec un minimum de 40 euros
Non-respect des demandes d'intervention demandées par le maître d'oeuvre pendant les travaux, jusqu'à et y compris la levée des réserves mentionnées lors de la réception.	40 euros par jour ouvrable de retard et par demande
Retard dans l'exécution des demandes d'intervention demandées par le coordonnateur S.P.S. pendant les travaux.	40 euros par jour ouvrable de retard et par demande
Manquement aux obligations en matière de bonne tenue du chantier (cf. article 3.8 du présent document) et de remise des bordereaux de suivi ou de dépôt des déchets de chantier	100 euros par constat
Retard dans la remise d'un document. On entend par document les plans ou autres documents et objets nécessaires à l'exécution (échantillons, nuanciers, prototypes, fiches techniques, etc.) les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages et tous les documents nécessaires au contrôleur technique ou au coordonnateur sécurité (procès-verbaux d'essais, fiches d'essais COPREC, etc.)	30 euros par jour ouvrable de retard et par document
Absence non justifiée à une réunion de chantier. Une excuse le matin même de la réunion ne sera pas acceptée. A partir de la 2ème constatation.	60 euros par réunion
Non réalisation d'une prestation décrite dans la commande	50 euros par jour ouvrable et par demande
Non réalisation, après relance par mail - avec accusé de réception - restée sans suite, du nettoyage de fin de chantier	Le montant de la prestation réalisée par une entreprise de nettoyage, mandatée par Inria
Manquement aux obligations imposées en matière d'hygiène et de sécurité sur le chantier (cf. PGC ou Annexe 1)	100 euros par constat
Retard dans la transmission des documents nécessaires à l'agrément d'un sous-traitant non déclaré intervenant sur le chantier	50 euros par jour ouvrable de retard et par demande
Manquement aux formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du Code du travail.	5 % du montant du bon de commande par constat, dans la limite de 10% du montant du marché et du montant des amendes encourues en application des

	articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5.
--	---

Ces retenues sont appliquées, sans mise en demeure préalable, sur simple constat du maître d'œuvre, de l'OPC ou du coordonnateur SPS. Sur demande écrite motivée du maître d'œuvre, de l'OPC ou du coordonnateur SPS les retenues appliquées en cours d'exécution peuvent être éventuellement, partiellement ou totalement, annulées par le maître d'ouvrage à tout moment de l'exécution du marché.

#### Section 8.10 LITIGES

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les litiges pouvant survenir à l'occasion de l'exécution du présent marché sont soumis au tribunal administratif de Grenoble.

#### Section 8.11 RESILIATION

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2146.6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

#### Section 8.12 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 52 du C.C.A.G.-Travaux

## ARTICLE IX. CONDITIONS D'EXECUTION MARCHES SUBSEQUENTS DE L'ACCORD CADRE

### Section 9.01 OBJET DES MARCHES SUBSEQUENTS

Il sera possible de conclure des marchés subséquents avec le titulaire dans le cadre d'un besoin, pour lequel la passation d'un marché subséquent permettrait :

- d'obtenir une meilleure offre économique que celle qui serait issue de la pièce financière.
- de prendre en compte des prestations non couvertes par les articles de la pièce financière.

Dans le cas de besoins dont le montant est inférieur à celui fixé à l'article R2122-8 du code de la commande publique et pour lesquels le formalisme d'un marché subséquent ne serait pas nécessaire, il pourra être procédé à l'émission d'un bon de commande, rattaché à l'accord cadre de chacun des mono-attributaires concernés.

### Section 9.02 FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les marchés subséquents seront conclus à prix global et forfaitaire.

### Section 9.03 CONCLUSION ET DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS

La conclusion des marchés subséquents, issus de l'accord-cadre, ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

La durée ou le délai d'exécution des marchés subséquents, sera fixé dans chaque marché subséquent.

La durée de ces marchés, conclus sur la base du présent accord-cadre, ne peut se prolonger au-delà de la date limite de validité de cet accord-cadre, qu'à condition de ne pas méconnaître l'obligation d'une remise en concurrence périodique des opérateurs économiques.

### Section 9.04 PIECES CONSTITUTIVES DES MARCHES SUBSEQUENTS

Les pièces constitutives des marchés subséquents sont des pièces générales et particulières. Les pièces générales, bien que non jointes aux pièces constitutives du marché, sont réputées connues du titulaire.

Par dérogation partielle à l'article 4.1 du CCAG Travaux, le présent marché est constitué par les documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

#### Pièces particulières

- Le présent accord-cadre et ses annexes référentiels techniques
- Le marché subséquent (qui pourra être constitué d'un devis pour des travaux sans complexité) et ses annexes le cas échéant (PGC, modalités de coopération entre les différents intervenants à une opération et le coordonnateur SPS...)
- Le cas échéant, toutes les autres pièces contractuelles réclamées au stade des marchés subséquents (CCTP, plans, DPGF, BPU, DQE....)

Pièces générales bien que non jointes aux pièces du marché sont réputées connues du titulaire :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de travaux (CCAG Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021. Le titulaire déclare parfaitement connaître ce dernier document bien qu'il ne soit pas matériellement joint au dossier.
- Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés publics de travaux dont la composition est fixée par décrets : Fascicules et DTU mentionnés au CCTP.
- Les documents applicables sont ceux en vigueur.
- Les normes, règlements de sécurité, code du travail, règlements sanitaires, APSAD et avis techniques en vigueur.

9-05-1. CONSULTATION DU MONO-ATTRIBUTAIRE DE L'ACCORD-CADRE

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre des marchés subséquents pourront être attribués. Ils seront conclus sur la base du présent CCAP, après négociation, avec l'attributaire.

Cette négociation interviendra lors de la survenance du besoin.

Les projets de marché subséquents comprendront :

- la lettre d'engagement de la négociation (qui pourra revêtir la forme d'un mail)
- le projet de marché subséquent ou demande de devis
- le cas échéant, toutes autres pièces contractuelles réclamées au stade des marchés subséquents (cahier des clauses particulières complémentaires, BPU, ...).

Et seront transmis aux titulaires par l'un des moyens suivants :

- courriel avec accusé de réception

Pour chaque marché subséquent, la Personne Publique pourra décider d'accepter ou non des variantes.

L'indication figurera dans la lettre d'engagement de la négociation et le projet de marché.

La durée de validité des offres des marchés subséquents est de 90 jours.

Section 9.06 REPONSE DES MONO-ATTRIBUTAIRES DE L'ACCORD-CADRE

Le titulaire de l'accord-cadre est tenu de répondre aux consultations des marchés subséquents sollicitées par la Personne Publique.

La réponse devra intervenir avant la date limite fixée dans le CCTP ou par la Personne Publique dans la lettre d'engagement de la consultation et parvenir par tout moyen permettant de donner une date certaine (dépôt contre récépissé, lettre recommandée, transmission dématérialisée).

Le délai de réponse à la consultation sera fixé dans la lettre d'engagement de la consultation.

**Dans le cas où ils ne pourraient répondre, le titulaire devra en justifier par écrit dans le même délai que celui fixé pour la remise des offres.**

Section 9.07 NEGOCIATION

Après analyse de l'offre financière, le pouvoir adjudicateur peut décider d'engager des négociations avec l'attributaire de l'accord-cadre.

Le lancement de la négociation pourra s'effectuer par le biais de tout support : courriel, téléphone, présentiel, etc.

Ce document précisera, le cas échéant, si la négociation porte sur d'autres éléments que le prix.

Le pouvoir adjudicateur peut décider à tout moment de mettre un terme à la négociation.

Toutefois le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'attribuer le marché sur la base de l'offre initiale.

Section 9.08 CONSULTATION INFRUCTUEUSE

Dans le cas où l'offre financière, pour un marché subséquent, ne serait pas compatible avec l'estimation des travaux, la personne publique pourra ne pas donner suite au projet de marché subséquent et procéder à une mise en concurrence.

Section 9.09 NOTIFICATION ET PRISE D'EFFET DU MARCHE SUBSEQUENT

Les marchés subséquents sont notifiés aux titulaires par la personne publique.

Pour chaque marché subséquent supérieur à 5000 € HT une fiche récapitulative comprenant la notification, l'ordre de service et la réception sera émise. (cf annexe I du présent CCAP) ; Cette fiche permettra un suivi du chantier.

Pour les marchés subséquents inférieurs à 5000 € HT un simple bon de commande sera émis et la date de réception du bon de commande vaudra ordre de service de commencer les travaux et le « service fait » validé par l'administration vaudra réception des prestations.

## Section 9.10 MODALITES D'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS

### 9-10-1. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

#### 9-10-1-1 MISE EN OEUVRE DES MARCHES SUBSEQUENTS

Dans le cas où plusieurs ordres de services seraient nécessaires pour l'exécution du chantier, le maître d'œuvre établira des OS datés, numérotés, signés et notifiés et les annexera à la fiche récapitulative.

**L'ordre de service de la fiche récapitulative est celui qui fixe la date de commencement des travaux. Pour les marchés inférieurs à 5000 € ce sera la date de réception du bon de commande.**

Chaque ordre de service est transmis par l'un des moyens ci-dessous :

- par courrier recommandé avec accusé de réception
- directement au titulaire contre récépissé
- par e-mail : celui-ci sert d'engagement de la Personne publique mais doit être confirmé par le titulaire soit avec un accusé de réception soit par un des moyens ci-dessus listés.

A cette fin, le titulaire fournira à la mise en place de l'accord-cadre, une adresse e-mail valide dont il garantit qu'elle est relevée régulièrement.

#### 9-10-1-2 MISE EN OEUVRE DE BONS DE COMMANDE

Dans le cas, prévu à l'article 9.01, de l'émission d'un bon de commande, il sera fait application des dispositions de l'article 8.01 du présent document.

## Section 9.11 DELAIS D'EXECUTION

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans le marché subséquent.

En cas de bon de commande, il est fait application des dispositions de l'article 8.03.

## Section 9.12 PROLONGATION DES DELAIS

Les modalités de prolongation du délai d'exécution sont telles que prévues à l'article 18.2 du C.C.A.G.-Travaux.

## Section 9.13 CARACTERISTIQUES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Les caractéristiques des matériaux et produits seront définies dans chaque marché subséquent à la survenance du besoin.

## Section 9.14 PROVENANCE, QUALITE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le C.C.T.P. et les référentiels techniques fixent la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

## Section 9.15 VERIFICATIONS, ESSAIS ET EPREUVES DES MATERIAUX ET PRODUITS

Le CCTP fixe, le cas échéant, les vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits qui devront être réalisés.

## Section 9.16 PRÉPARATION ET COORDINATION DES TRAVAUX

### 9-16-1. PERIODE DE PRÉPARATION - PLANNING D'EXECUTION DES TRAVAUX

Les conditions de mise en œuvre d'une période de préparation et d'un planning d'exécution des travaux seront définis, en cas de besoin, dans chaque marché subséquent.

## Section 9.17 RENDEZ-VOUS DE CHANTIER

Pour certains chantiers, des réunions de chantier seront nécessaires. Le maître d'œuvre enverra une convocation par mail avec AR.

Le titulaire doit, lors des réunions de chantier, être représenté par un collaborateur qualifié, ayant connaissance du chantier et capable d'engager l'entreprise depuis le début des travaux jusqu'à la fin du chantier (Opérations préalables à la réception et réceptions) ainsi qu'éventuellement, pendant les mises au point complètes des ouvrages (pendant le délai de garantie).

Un compte-rendu de chantier est dressé et communiqué par le maître d'œuvre aux différents intervenants.

En tout état de cause, le contenu du compte-rendu de chantier ne peut modifier une clause contractuelle ; il ne préjuge pas de l'existence d'un droit.

Ce compte-rendu est envoyé de telle sorte qu'il parvienne à son destinataire avant la réunion suivante.

En cas de désaccord sur sa teneur, des observations peuvent être faites au début de la réunion suivante. En cas d'absence, elles seront transmises par écrit de telle sorte qu'elles parviennent au maître d'œuvre avant le début de la réunion suivante.

Après liquidation des observations, le compte-rendu est réputé approuvé sans réserve.

## Section 9.18 RÉCEPTION ET GARANTIES

### 9-18-1. RECEPTION DES TRAVAUX

Les conditions de réception des travaux sont fixées dans chaque marché subséquent.

A défaut, il sera appliqué les dispositions suivantes ;

L'article 41 du CCAG Travaux s'applique, sous réserve des dispositions suivantes :

- Par dérogation à l'article 41.1, alinéa 2 du CCAG Travaux, le maître d'œuvre prend l'initiative de provoquer, à une date fixée par lui, les opérations préalables à la réception.
- La décision de la personne responsable du marché emporte tous les effets liés à la réception. Cette décision peut comporter des délais de levée des réserves différents de ceux mentionnés au procès-verbal des opérations préalables à la réception.

Conformément à l'article 41.6, du CCAG Travaux, au cas où les travaux objet des réserves ne seraient pas faits dans le délai prescrit, la personne responsable du marché peut, après mise en demeure restée sans effet, les faire exécuter aux frais et risques du titulaire. En complément de cet article, les sûretés financières sont prolongées auprès de l'établissement bancaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

La non-levée des réserves dans les délais prescrits par le CCAG Travaux est sanctionnée par les dispositions prévues à l'article 8.18. du présent document.

En complément à l'article 41 du CCAG Travaux, la réception des travaux est prononcée à l'achèvement des travaux de l'ensemble des lots ; la date retenue par le Pouvoir Adjudicateur pour prononcer cette réception est unique pour l'ensemble des ouvrages objet de la réception, sous réserves de l'application de l'article 42 du CCAG Travaux.



Dans le cas d'un bon de commande, tel que prévu à l'article 9.10.1.2, il sera fait application des dispositions de l'article 9.11.

## Section 9.19 CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

### 9-19-1. RETENUE DE GARANTIE

Sans objet

## Section 9.20 AVANCE

Une avance peut être accordée au titulaire lorsque le montant du marché subséquent est supérieur à 50 000 € HT et si le délai est supérieur à deux (2) mois.

En contrepartie, du versement de cette avance, le maître d'ouvrage exige conformément aux articles R2191.36 à R2191-42 du CCP, la constitution d'une garantie à première demande couvrant la totalité du montant de l'avance.

En cas de présentation de sous-traitant bénéficiant du paiement direct, la part d'avance correspondant à la part sous-traitée est remboursée par le titulaire en s'imputant sur les sommes qui lui sont dues par le pouvoir adjudicateur dès la notification de l'acte spécial.

## Section 9.21 ACOMPTES

Si les travaux d'un marché subséquent ont une durée d'exécution supérieure à **un mois**, il peut être délivré des acomptes sur présentation de situations de travaux mensuels.

**Concernant les approvisionnements**, aucune part relative aux approvisionnements ne sera versée au titulaire sur les acomptes.

## Section 9.22 NANTISSEMENT

Dans le cas de travaux sous-traités, le nantissement ne pourra être fait que sur le montant des travaux que le titulaire envisage de ne pas sous-traiter.

## Section 9.23 PRIX, ÉVALUATION DES OUVRAGES ET RÈGLEMENT DES COMPTES

### 9-23-1. PRIX ET ÉVALUATION DES OUVRAGES

#### 9-23-1-1 PRIX

##### Contenu des prix

Les prix du marché sont hors T.V.A. et sont réputés établis en tenant compte :

- des sujétions qu'est susceptible d'entraîner l'exécution simultanée de l'ensemble des marchés nécessaires à l'exécution des travaux,
- des dépenses communes de chantier mentionnées au PGC et au tableau de répartition des dépenses communes annexés au CCAP,
- de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux : le titulaire reconnaît avoir, notamment avant la remise de son Acte d'Engagement ou de son devis, pris connaissance complète et entière du terrain et de ses abords ainsi que des conditions d'accès et des possibilités de desserte en voirie et réseaux directs et de tous les éléments généraux ou locaux en relation avec l'exécution des travaux pour une mise en œuvre complète, compris tous manutentions, accès, protections, cheminement des réseaux enterrés, ressources en main d'œuvre. Le titulaire reconnaît avoir contrôlé les indications des documents du dossier d'appel à la concurrence et de s'être entouré de tous renseignements complémentaires nécessaires auprès de la maîtrise d'œuvre ainsi qu'auprès de tous services ou autorités compétentes.

Le cas échéant, les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'achèvement des travaux, objet de chaque décompte.

---

#### 9-23-2. GESTION DU COMPTE PRORATA

Les modalités de gestion d'un compte prorata sont définies dans le marché subséquent le cas échéant.

---

#### 9-23-3. MODIFICATION DANS L'EVALUATION DES OUVRAGES

Conformément à l'article 14.4 à 14.4.4 du CCAG Travaux Le titulaire est tenu d'aviser simultanément le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, au moins 1 mois à l'avance, de la date probable à laquelle le montant des travaux réalisés, évalué sur les prix de base du marché atteindra le montant du marché.

---

##### 9-23-3-1 REGLEMENT DES OUVRAGES OU TRAVAUX NON PREVUS AU MARCHÉ

En cas de demande, de la part du maître de l'ouvrage ou du maître d'œuvre, d'étude ou de réalisation de travaux modificatifs, le titulaire est tenu de fournir une proposition de prix, assortie de décompositions ou sous détails, pour la rémunération provisoire de tout ouvrage non prévu, dans un délai fixé par le compte-rendu de chantier lui prescrivant d'évaluer ou d'exécuter de tels ouvrages.

Dans le silence du compte-rendu de chantier, ce délai sera de quinze (15) jours. Il ne pourra en aucune manière être réduit à moins de quinze (15) jours.

Si le titulaire ne fournit pas de proposition de prix dans le délai imparti, le maître d'œuvre lui notifie par ordre de service un prix provisoire.

La situation économique à considérer pour l'établissement des prix des ouvrages complémentaires ou supplémentaires, est celle des conditions économiques de l'Acte d'Engagement.

---

##### 9-23-3-2 AUGMENTATION DANS LA MASSE DES TRAVAUX

L'article 14 du CCAG Travaux est applicable.

---

##### 9-23-3-3 DIMINUTION DANS LE MONTANT DU MARCHÉ

L'article 15 du CCAG est applicable.

---

#### 9-23-4. VARIATION DANS LES PRIX

Mois d'établissement des prix du marché

Les prix de chaque marché subséquent sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois  $M_0$  fixé dans le marché subséquent.

Le projet de marché subséquent précisera s'il relève du régime de l'actualisation ou de la révision de prix ci-après. La révision de prix concerne les marchés d'une durée supérieure à 3 mois.

Dans le cas où les indices ne seraient applicables à la nature des travaux, le marché subséquent peut prévoir des indices différents.

Actualisation

Les prix sont fermes, ils sont toutefois actualisables s'il s'écoule un délai de 3 mois entre la date d'établissement du prix figurant dans le marché et la date de commencement d'exécution des travaux.

Les modalités d'application de l'actualisation s'effectuent dans les conditions suivantes.

L'actualisation est effectuée par l'application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = (I_d - 3) / I_0$$

Formule dans laquelle :

$C_n$  : coefficient d'actualisation

I : index de référence (voir ci-dessous)

Id – 3 : valeur de l'index connu au 1er jour du mois d – 3 soit 3 mois avant la date de démarrage de la période de préparation du chantier

IO : **IO = VALEUR 131.9 (01/12/2025)** valeur connue au moment de la publication.

Source site de l'Insee : <https://www.insee.fr>

Libellé	Indice
Actualisation des devis si délai supérieur à 3 mois entre devis et OS	0.85 [BT53-2010] Entretien-Etanchéité

#### 9-23-4-1 REVISION

Sans objet

### Section 9.24 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

#### 9-24-1. PROJETS DE DECOMPTES MENSUELS - ACOMPTES MENSUELS

Si la durée du marché subséquent est supérieure à 3 mois, il pourra être établis des projets de décomptes conformément à l'article 12 du CCAG Travaux.

Les projets de décompte mensuel comprennent, en tant que de besoins :

- les travaux réalisés,
- les retenues autres que la retenue de garantie, et/ ou les pénalités,
- l'attestation pour le paiement direct des sous-traitants dans les conditions de l'article 13.5 du CCAG Travaux,
- l'incidence du remboursement total ou partiel des avances consenties.

En cas de prix global et forfaitaire, il est appliqué un pourcentage d'avancement des travaux. Le titulaire fournit une justification poste par poste selon la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF).

Le titulaire, ou le mandataire en cas d'entrepreneurs groupés, joint au projet de décompte mensuel les documents nécessaires à son analyse.

Le montant des acomptes mensuels est plafonné comme suit : Après exécution des ouvrages, y compris études, participation aux dépenses communes, prototypes	95% du montant total du marché
Après remise des dossiers des ouvrages exécutés et fourniture d'une attestation sur l'honneur certifiant quitus de compte prorata, levée des réserves mentionnées sur le procès-verbal de réception	100% du montant total du marché

#### 9-24-2. DECOMPTE FINAL – DECOMPTE GENERAL ET SOLDE

Il est fait application des articles 12.3 et 12.4 du CCAG Travaux

### Section 9.25 DELAI(S) D'EXECUTION DES TRAVAUX

La durée globale d'exécution des travaux est fixée dans chaque marché subséquent.

### Section 9.26 PROLONGATION DU / DES DELAI (S) D'EXECUTION

Il est fait application de l'article 18 du CCAG Travaux en la matière.

#### Section 9.27 PENALITES

Les modalités d'application de pénalités seront fixées dans le marché subséquent.

Par défaut, il sera appliqué les dispositions de l'article 8.18 du présent document.

#### Section 9.28 RESILIATION DU MARCHE SUBSEQUENT

Il est fait application des dispositions de l'article 50 du CCAG Travaux pour toutes les hypothèses de résiliation autres que celles précisées ci-après.

#### Section 9.29 RESILIATION EN CAS D'INEXACTITUDE

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2146.6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité.

#### Section 9.30 EVICTION DE L'ACCES A DES MARCHES SUBSEQUENTS

En cas d'absence de réponse répétée et non justifiée la personne publique pourra décider, de manière provisoire ou définitive, de ne plus consulter le mono-attributaire quant à la passation de nouveaux marchés subséquents.

#### Section 9.31 EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Le pouvoir adjudicateur pourra faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire, dans les conditions prévues à l'article 52 du C.C.A.G.-Travaux